

Article 31 du Règlement

frais de transport. C'est exactement en cela que consistait le programme de subventions au transport «à l'est de». Le gouvernement devrait s'engager publiquement à mettre sur pied un programme propre à assurer la rentabilité à long terme de ces deux silos élévateurs.

La question préoccupe l'A.P.T.C., l'Atlantic Farmers Council, la Dover Flour Mills et presque tous les autres groupes du secteur économique des Maritimes.

Il est plus que temps que le gouvernement y songe sérieusement et prenne les choses en main, car l'affaire est importante.

* * *

[Français]

LE PEUPLE ARMÉNIEN

Mme Nicole Roy-Arcelin (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Monsieur le Président, le Canada jouit à l'étranger d'une réputation de tolérance et de liberté. Notre pays a été considérablement enrichi par l'apport de centaines de milliers d'immigrants arméniens qui ont trouvé refuge chez nous. Leur dévouement et leur loyauté inconditionnelle ont enrichi la mosaïque canadienne.

Hier était une journée mémorable pour nos compatriotes d'origine arménienne qui célébraient le 73^e anniversaire de l'indépendance de l'Arménie.

Je joins ma voix à celle de tous les Canadiens et de toutes les Canadiennes pour saluer la lutte héroïque du peuple arménien qui veut recouvrer son indépendance perdue sous la dictature communiste. Les horribles événements subis par ce peuple vaillant et courageux ne doivent pas être oubliés.

* * *

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

Mme Coline Campbell (South West Nova): Monsieur le Président, le gouvernement nous dit qu'une nouvelle politique de défense sera présentée bientôt.

Le ministère de la Défense nationale fait actuellement un examen complet de la politique de défense du Canada et de la façon dont il dépense son budget annuel de 12,6 milliards de dollars. D'après ce que nous avons vu jusqu'ici, cet examen est injuste et irresponsable.

Le gouvernement a laissé se répandre les suppositions et les rumeurs au sujet des déménagements et des fermetures de bases possibles, et de notre retrait de l'OTAN. Les rumeurs se propagent sans que la population puisse faire connaître son avis.

Selon moi, cette attitude est injuste envers les Canadiens qui veulent un débat public en bonne et due forme au sujet des objectifs de notre politique de défense. C'est injuste envers les militaires qui ont si bien servi le Canada et envers les nombreux Canadiens dont le gagne-pain est lié de près ou de loin à la défense.

Les Canadiens veulent une force militaire qui réponde aux besoins de défense du Canada pour le prochain siècle. Encore mieux, ils veulent une politique de défense qui. . .

M. le Président: Le temps alloué à la députée est écoulé.

* * *

LES LANGUES OFFICIELLES

L'hon. Alan Redway (Don Valley-Est): Monsieur le Président, selon un récent sondage Gallup, 63 p. 100 de tous les Canadiens et 65 p. 100 des personnes vivant au Québec estiment que la Loi sur les langues officielles est un échec.

Le professeur Robert Young, de l'Université Western Ontario, prétend que chaque province devrait avoir un droit de regard complet sur la langue, la culture et les communications parce que, selon lui, le bilinguisme n'a pas atténué l'idée d'indépendance au Québec et qu'il a provoqué un sentiment anti-Québec ailleurs au Canada.

Si, comme le premier ministre le dit, la Chambre des communes est la plus grande assemblée constituante qui existe, le moment est alors venu de discuter publiquement de cette question. Au moment d'en discuter, rappelons-nous toutefois les répercussions que les modifications aux droits linguistiques auront sur la minorité francophone hors-Québec et sur la minorité anglophone du Québec.

* * *

L'ENTOURLOUPETTE CANINE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, un mot de l'entourloupette canine. On mène une vraie vie de chien, à moins, bien sûr, d'être un chien qui travaille pour Revenu Canada, auquel cas on a droit au traitement princier.